

PROPOSITION

1

Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
<p>Commentaires :</p> <p><i>Je soutiendrais tout article de loi visant :</i></p> <ul style="list-style-type: none">- à obliger les entreprises à déclarer leurs résultats pays par pays et taxes les bénéfices liés qu'ils ont réalisés (proportion)- à agir contre l'évasion fiscale au niveau international, notamment en organisant le blocus des paradis fiscaux- à mettre en place des outils de repérage à l'échelle internationale, comme par exemple un tribunal international de justice économique pour juger les crimes financiers transnationaux (évasion fiscale, spéculation, corruption)	

PROPOSITION

2

En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
<p>Commentaires :</p> <p><i>à voter ou proposer toute loi, mesure, amendement visant à :</i></p> <ul style="list-style-type: none">- rendre l'impôt sur les revenus + progressif, avec un barème à 14 tranches- remplacer le quotient familial par un crédit d'impôt par enfant- imposer les revenus du capital comme ceux du travail- évaluer les niches fiscales et supprimer celles qui sont injustes, inefficaces socialement ou nuisibles écologiquement- refuser l'impôt sur les sociétés pour équilibrer l'égalité entre PME et grands groupes, instaurer un barème progressif et favoriser l'investissement plutôt que la distribution de dividendes- développer une politique volontariste et rapide d'harmonisation sociale et fiscale par le haut dans toute l'UE.	

entre de la recherche : supprimer le Crédit Impôt Recherche

PROPOSITION

3

Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
<p>Commentaires :</p> <p>- Tenir l'objectif de consacrer 0,7% du RNB au budget de l'aide publique au développement. Néanmoins, concernant la publication d'un calendrier précis avant le délai de mise en œuvre de cet objectif, il me manque deux éléments : la confirmation précise de la charge de travail de député et de mon équipe, et le calendrier général de mon groupe parlementaire. Je ne peux que m'engager à force au mieux, et à favoriser nos échanges à ce sujet dès le 1^{er} mois de mon mandat.</p>	

PROPOSITION

4

Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.

JE M'ENGAGE <input type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input checked="" type="radio"/>
<p>Commentaires :</p> <p>Je suis conscient q la crise de 2007-2008 est la manifestation conséquence d'un système économique mondial qui produit les crises qu'il prétend endiguer. Des bulles se forment en et menacent l'économie réelle, c'est-à-dire l'harmonie des échanges qui impliquent la vie des femmes et des hommes.</p> <p>Notre programme entend contrôler les capitaux en séparant banque d'affaires et banques de détail.</p> <p>→ instaurer une taxe réelle sur les transactions financières</p> <p>entendre le tribunal, les ventes de q à q, les produits dérivés</p> <p>se enis dans qu'à ce sujet nos Objectifs concourent. Mais je ne peux m'engager aujourd'hui sur l'affectat des sommes générées par cette taxe. Cela sera décidé au moment de la mettre en œuvre, et après échange avec les acteurs concernés (en faisant comme priorité ceux qui dépendent de l'instauration d'une telle taxe).</p>	

PROPOSITION

5

Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

JE M'ENGAGE <input type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input checked="" type="radio"/>
-----------------------------------	---

Commentaires :

Je ne peux à l'heure actuelle m'engager sur la gestion précoisée de l'AFD.
Toutefois, plusieurs éléments plaident pour une convergence de nos vues sur ce point.
Nous souhaitons renforcer le rôle de la France dans l'instauration de la démocratie dans le monde, notamment en Afrique.
Notre programme prévoit de renforcer l'ONU sur la réduction des inégalités internationales, notamment en créant une organisation mondiale des migrations basée sur son, plus forte que le haut commissariat au réfugiés, et en organisant une conférence annuelle sur les migrations combinant soutien au pays d'origine et préparation du retour.
car l'émigration est toujours une source pour celui qui part, il faut, selon nous, résorber les causes de départ, notamment en développant une diplomatie au service de la paix, mettre fin aux circuits commerciaux illicites qui déstabilisent les pays, détruisent le système bancaire et empêchent le développement.

PROPOSITION

6

D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'État est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
--	--

Commentaires :

Le programme que je porterais a pour objectif de parvenir à 100% d'énergies renouvelables en 2050. Nous souhaitons développer un plan de transition énergétique en :
développant les énergies renouvelables ; autoriser les énergies carbonnées en arrêtant les subventions aux énergies fossiles et toute exploration de gaz et pétrole de schiste et de houille.
Nous voulons aussi stopper la privatisation des réseaux électriques, revenir sur la libéralisation du marché de l'électricité, abroger la loi NOUR, et créer un pôle public de l'énergie pour mener une politique énergétique.

PROPOSITION

7

Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
--	--

Commentaires :
Notre programme s'engage pour agriculture écologique et paysanne. Pour nous il est certain que la production massive d'agrocarburant bouleverse les écosystèmes et entraîne ce vaste mouvement d'artificialisation des sols et d'artificialisation de la Nature. De plus ces productions favorisent l'expulsion des paysans de leurs terres au profit de la main-morte des groupes industriels et financiers. Enfin, la culture et l'exploitation des agrocarburants est source de pollution. Dans le cadre de la protection de l'environnement, de l'équilibre économique, de l'harmonie sociale, qui ont pour nous 3^{es} urgences que l'humanité doit traiter, je m'engage à encadrer strictement le développement des agrocarburants.

PROPOSITION

8

Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
--	--

Commentaires :
Notre programme, l'Avenir En Commun, défend une vision globale de la résolution des urgences qui concernent l'humanité. L'adaptation de notre mode de production et de consommation en fait partie. Nous serons donc, élus mais aussi en tant que citoyens, vigilants et vivants en alerte sur ce point qui constitue l'existence de l'humanité au sens. Toutefois, et bien que nos efforts soient amplement à la hauteur de cet objectif, je ne peux m'engager à l'heure actuelle sur une feuille de route précise, ainsi que sur un montant exact. Je m'engage néanmoins sur la cohérence de mon action d'élite, qui soutiendra cet objectif.

PROPOSITION

9

S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, ni n'alimentent les dynamiques d'accaparements de terres.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
<p>Commentaires :</p> <p><i>C'est pour moi une évidence que ^{tout} le progrès ne peut advenir que s'il s'accompagne du progrès démocratique, le programme que j'appliquerais à l'Assemblée Nationale défend l'égalité, les droits et l'autonomie non seulement au sein du territoire national, mais dans le monde. On ne saurait lutter contre le dérèglement climatique en délaissant la production de déchets non recyclable, par exemple. Nous avons besoin de l'environnement plus qu'il n'a besoin de nous. Mais ce "nous" doit être un sujet collectif, un ensemble d'humains et de peuples dont la dignité et l'intégrité sont respectées.</i></p>	

PROPOSITION

10

Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'Union européenne (UE), au niveau international l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
<p>Commentaires :</p> <p><i>Nous défendons pour le pays une agriculture écologiquement et paysanne afin de produire mieux, c'est à dire préserver la qualité des aliments et le respect des producteurs. D'autre part nous défendons un modèle d'échanges économiques mondial qui instaure l'égalité des peuples et la disparition des rapports de soumission, où que ce soit, sous quelque forme que ce soit. Je m'engage donc, en tant que député de la Nation, à défendre et promouvoir le rôle de la France dans le soutien et le développement de l'agroécologie paysanne au niveau du pays, de l'Europe, et du monde.</i></p>	

PROPOSITION

11

Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrant-e-s, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeur-se-s d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
<p>Commentaires : <i>Je me battrais pour imposer notre programme, qui propose :</i> - respecter dignité humaine des migrants, droit fondamental à une vie de famille, accompagner les mineurs isolés; arrêter le placement des enfants au centre de rétention, m avec leur famille parents, construire des centres d'accueil dignes, avec unnes internationale (type Grande Synthe) <i>Reaffirmer et faire vivre le droit d'asile sur le territoire de la République</i> <i>Egalement :</i> - suspendre moyens courts de sauvetage en mer - défendre politique européenne de contrôle des frontières extérieures; refuser militarisation de la politique de contrôle de flux migratoires</p>	

PROPOSITION

12

Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'Union européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
<p>Commentaires : <i>Dans la continuité de ma réponse à la proposition précédente, je réviserai ou proposerai toute loi ou amendement visant à renverser les politiques migratoires françaises et européennes. Notamment en refusant l'accord "visa d'adhésion entre migrant" avec la Turquie</i> <i>Constituer une administration ad hoc à la mission d'accueillir avec humanité les réfugiés.</i></p>	

PROPOSITION

13

Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
<p>Commentaires :</p> <p><i>Nous proposons d'établir un système de taxe sociale aux frontières qui s'imposerait au périmètre en compte le respect, et les manquements, aux droits d'intégrer le respect des règles fondamentales de l'OIT dans les accords commerciaux.</i></p> <p><i>Souscrire à l'ONU l'adoption d'un cadre réglementaire contraignant les multinationales à respecter un code de normes sociales et environnementales</i></p>	

PROPOSITION

14

Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.

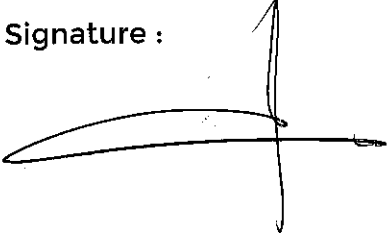
JE M'ENGAGE <input checked="" type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
<p>Commentaires :</p> <p><i>Plusieurs mesures de notre programme prévoient l'instauration d'un cadre vertueux pour les échanges économiques mondiaux</i></p> <p><i>Plusieurs axes convergent</i></p> <ul style="list-style-type: none"><i>- Agriculture écologique et paysanne</i><i>- Extension de la protection des travailleurs, à haut niveau</i><i>- Arraînement des foyers de violence (Afrique, Syrie, Israël-Palestine)</i>	

PROPOSITION

15

Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
<p>Commentaires :</p> <p><i>Ce qui est valable pour la France, l'est pour le monde. L'ensemble ne peut se construire un avenir en commun sans l'égalité entre les femmes et les hommes. Notre dernier programme oblige ce sujet de fond, le problème de l'inégalité, de la discrimination des femmes est une partie importante de l'urgence sociale. Résorber les inégalités salariales, obéir la priorité juridique (et financière) du travail féminin, supprimer toute marchandisation du corps (qui touche conjointement les femmes), sont des points cardinaux de l'action de mon groupe à l'Assemblée</i></p>	

En tant que candidat-e aux élections législatives, j'ai pris connaissance des "15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017" et vous communique mes engagements sur ces propositions.	
Nom : <i>CALA</i>	Date : <i>04.06.2017</i>
Prénom : <i>Sylvère</i>	Signature : 
Département : <i>91</i> (6 ^e circonscription)	